

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 24 Octobre 2005

**Et si la fin du pétrole bon marché était...**

**une chance à saisir ?**

C'est entendu : **le pétrole bon marché, c'est terminé**. Pour des raisons géologiques (les ressources faciles à extraire s'épuisent), économiques (la demande ne cesse de croître, portée par la dépendance du monde développé et par l'essor des nouveaux géants, Chine et Inde), et géopolitiques (les grandes manœuvres, violentes, pour faire main basse sur les ressources restantes – essentiellement au Moyen-Orient- ont déjà commencé).

C'est clair : la hausse de la facture énergétique est l'une des principales causes du retour du **déficit du commerce extérieur** en France (7,8 milliards d'euros en 2004, premier déficit depuis 2000). Et le déficit ne saurait durer trop longtemps : il en va de l'indépendance du pays.

C'est vrai : alors qu'on nous promet depuis toujours (au moins depuis Jules verne) de **voyager plus vite, plus loin, plus souvent, et moins cher**, nous serons obligés de voyager **moins vite, moins loin, moins souvent... et plus cher !**

Alors, c'est la cata ?

Et si c'était au contraire une chance à saisir ?

Si notre classe politique s'emparait de la question pour en faire une **grande cause nationale** : « réduisons, vite, notre dépendance au pétrole » ?

En déclinant le thème sous toutes ses facettes : priorité réelle aux **transports en commun** ; mise en œuvre d'un programme national pour les économies d'énergie dans le **logement** ; rattrapage du retard pris sur l'Allemagne en matière d'**éoliennes** ; **relocalisation des activités** ; réhabilitation de l'**agriculture paysanne**...

En associant la population à la réflexion et à la mise en place des solutions : par la (re)création d'instances de **planification démocratique**, au niveau national, mais aussi au niveau de chaque collectivité locale (région, département, agglomération, commune).

Notre population ne croît plus que faiblement : c'est une chance. Avons-nous vraiment besoin de multiplier nos biens matériels ? Ou ne faut-il pas plutôt les faire durer, les économiser, les recycler ? N'avons-nous pas besoin surtout de plus de **services** : santé, éducation, crèches, aides aux personnes âgées ?

La fin du pétrole bon marché, ce sera la fin du monde tel que nous le connaissons ? Oui, mais nous pouvons choisir d'aller vers plus de temps pour vivre, moins de temps de travail, plus de sécurité (sociale), moins de stress, bref, **une société apaisée dans laquelle il fait bon vivre** .

Lecture conseillée : « Pétrole apocalypse » (Yves Cochet) (Fayard, 19 €)

## Bonnes nouvelles

Les récoltes de **miel** s'améliorent dans plusieurs régions. Pour les apiculteurs, cette embellie est la « récompense » de leur combat contre le Gaucho et le Régent. L'usage de ces insecticides, qui décimaient les ruchers, a été suspendu progressivement, au fil des victoires remportées par les apiculteurs au cours d'une longue guérilla judiciaire. (*Le Monde*, 9-10 octobre).

**Sacs plastiques** : en un an, on a constaté une diminution de 25 % du nombre de sacs plastiques distribués aux caisses des supermarchés. Avant les campagnes des associations, il s'en consommait 15 milliards par an en France, pour un coût d'élimination estimé à 100 millions d'euros. (*Politis*, 6 octobre).

**Recyclage** : depuis le 13 août, tous les produits électroménagers, du lave-linge au réfrigérateur en passant par la cafetière et le sèche-cheveux, doivent, une fois hors d'usage, être collectés et recyclés. Il s'agit de la transposition d'une directive européenne. Les distributeurs sont donc dans l'obligation d'emporter l'ancien lave-vaisselle quand ils en livrent un nouveau, et la municipalité doit continuer à collecter les vieux appareils placés sur le trottoir par les habitants. (*Alternatives économiques*, octobre).

## Réchauffement climatique

Septembre a été **le mois le plus chaud** jamais enregistré sur la planète depuis que les températures sont prélevées scientifiquement (1880), a annoncé le Centre national océanique et atmosphérique américain. La température moyenne globale a été de 0,63°C au-dessus de la moyenne de la période 1880-2004. Si la tendance observée depuis janvier se poursuit, 2005 pourrait être l'année la plus chaude de l'histoire après 1998. (*Le Monde*, 19 octobre).

**Au Guatemala, l'ouragan Stan** a emporté routes et ponts. Ces dégâts s'ajoutent au bilan humain de la catastrophe : au moins 668 morts et 884 disparus, des milliers de sinistrés hébergés dans des centres souvent dépourvus d'eau courante. Un quart des 11,5 millions d'habitants ont été affectés à un degré ou à un autre. (*Le Monde*, 20 octobre). En outre, la récolte de maïs (qui est la base de l'alimentation locale) a été détruite ; les habitants vont se trouver contraints à vendre la dernière ressource qui reste, le bois, puis à émigrer. (*Le Monde*, 14 octobre).

**Le cyclone Wilma submerge Cancun (Mexique)**. L'eau monte jusqu'à huit mètres de haut par endroits, au niveau du troisième étage de certains hôtels. « Toutes les infrastructures ont été touchées. Nous n'avions jamais vu un tel phénomène, Wilma vaut quatre ou cinq ouragans à lui seul », a déclaré le gouverneur de l'Etat de Quintana Roo. (*Le Monde*, 23-24 octobre). Pour l'Amérique centrale, Wilma est le douzième ouragan tropical de cette saison.

**L'Amazone** en dramatique manque d'eau : le plus grand fleuve du monde n'a jamais été aussi bas depuis 35 ans. Sa faune et sa flore sont menacées. La sécheresse entraîne une forte pollution des eaux, où flottent des milliers de poissons morts par manque d'oxygène et de nourriture. Une augmentation d'à peine 1°C de la partie tropicale de l'Atlantique nord en serait responsable. Le régime des alizés est perturbé et empêche donc l'arrivée de la mousson. En septembre, les forêts bolivienne et péruvienne ont été le théâtre d'incendies gigantesques, qui ont ravagé plusieurs dizaines de milliers d'hectares. (*Le Monde*, 21 octobre).

## Justice et Mémoire

Le Canada juge un **rwandais** accusé de « crime contre l'humanité ». Désiré Munyaneza aura à répondre d'une série de meurtres, agressions sexuelles et actes de pillage commis contre les **Tutsis** d'avril à juillet 1994, lors du **génocide** qui avait fait environ **800 000 morts**. Il est le premier inculpé en vertu de la loi contre les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre adoptée en octobre 2000 à Ottawa. (*Le Monde*, 23-24 octobre).

## La fin du pétrole bon marché

**Pétrole et géostratégie** : La **Chine** importe aujourd'hui 40 % de son pétrole, chiffre qui pourrait doubler en 2025. La sécurisation des routes d'approvisionnement énergétique est donc un enjeu vital pour elle. Elle s'est ainsi engagée dans un vaste effort de modernisation de son armée, se plaçant au troisième rang mondial en termes de dépenses **militaires**, derrière les Etats-Unis et la Russie. Elle se dote d'une constellation de satellites aux retombées militaires. (*Le Monde*, 21 octobre).

## Monde

**Grippe aviaire** : l'épizootie de grippe aviaire poursuit sa progression sur le continent européen (Russie, Roumanie, Croatie, ...). Les associations Act Up, de lutte contre le sida, et le Réseau pour l'accès aux médicaments essentiels du Burkina Faso, redoutant l'arrivée d'oiseaux migrateurs infectés en Afrique, demandent que la multinationale pharmaceutique Roche facilite le lancement d'une production générique du **Tamiflu**, le seul antiviral capable de ralentir une éventuelle épidémie grippale. (*Le Monde*, 23-24 octobre). « Une pandémie de grippe aviaire émergera un jour ou l'autre. Nous devons nous préparer comme si elle était pour demain », estime le professeur Didier Houssin, délégué interministériel chargé de la lutte contre cette maladie. (*Le Monde*, 18 octobre, qui précise aussi : l'efficacité du Tamiflu, recommandé par l'OMPS, n'est pas démontrée. Une étude publiée dans la revue scientifique Nature a montré que le virus H5N1, responsable de l'actuelle épizootie, pouvait devenir résistant à cette molécule).

**OGM** : un colza OGM a transmis à une moutarde sauvage son gène de résistance à un herbicide. C'est ce que révèle une étude britannique officielle, menée par le ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales. La moutarde sauvage est une herbe très courante sous nos latitudes tempérées. Que se passerait-il si sa variété génétique prenait le dessus dans son milieu ? Avec quels herbicides, et en quelles quantités, tenterait-on de l'éradiquer ? (*Politis*, 22 septembre). *Arte* a diffusé le 26 octobre un documentaire intitulé « **Argentine, le soja de la faim** », montrant les problèmes posés par l'utilisation massive du soja transgénique, couplée à l'utilisation d'un puissant herbicide, le Roundup, commercialisé par la même multinationale américaine, Monsanto : **anéantissement des autres cultures vivrières, et conséquences sanitaires (peau, thyroïde, complications respiratoires)**. (*Télérama*, 19 octobre).

**Irak** : la **constitution** proposée au référendum a été **approuvée** par 79 % des Irakiens. Mais la cassure ethnico-religieuse est patente : les régions à majorité sunnites ont voté massivement contre. Certains responsables sunnites dénoncent des fraudes. Pour les sunnites, le nouveau texte consacre la partition du pays. Les provinces dominées par les sunnites ne détiennent aucune richesse minérale connue. (*Le Monde*, 27 octobre).

**Pakistan :** le séisme du 8 octobre a fait **50 000 morts et plus de 74 000 blessés**, selon un bilan provisoire. Deux semaines après, 500 000 personnes n'ont toujours pas reçu d'aide. Le séisme a frappé des régions de montagne, a détruit des routes, et l'acheminement des secours est très difficile. Les défis logistiques sont encore bien pire que lors du tsunami, du 26 décembre. **3 millions de personnes sont sans abri**, alors que l'hiver approche à grands pas. La communauté internationale ne répond que trop faiblement. Seuls 12 % des fonds demandés par l'ONU pour le séisme ont été fermement alloués, a déclaré Kofi Annan. (*Le Monde, 22 octobre*).

## Union Européenne

**Allemagne : grande coalition CDU-SPD.** L'alliance gouvernementale de la CDU et du SPD traduit bien l'évolution de la social-démocratie européenne. Les « réformes » que veulent faire passer les gauches de gouvernement ayant désormais plus à voir avec le libéralisme qu'avec le socialisme, il a été plus facile pour le SPD de former une alliance avec Angela Merkel qu'avec Oscar Lafontaine, avec qui il avait pourtant eu la majorité ! Le plan de « réformes » de la coalition pourrait cependant mettre de côté les propositions les plus impopulaires, comme la hausse de deux points de la TVA... (*Politis, 13 octobre*).

## France

**Fiscalité : les plus riches toujours plus favorisés.** **Impôt sur la fortune allégé pour les grands patrons :** la valeur des actions détenues par les dirigeants et salariés d'une entreprise sera exonérée d'ISF s'ils les possèdent pendant six ans (*Le Monde, 23-24 octobre*). **Les plus-values réalisées sur les ventes d'actions seront exonérées d'impôt** au bout de huit ans de détention. (*Le Monde, 22 octobre*).

Les annonces par le gouvernement d'une grande réforme fiscale, qui limite en fait le poids de l'impôt sur la fortune, auront été précédées par l'une des plus belles opérations de **lobbying** jamais menées **contre l'ISF**. « Valérie Constantin a réussi l'impossible : convaincre politiques et médias que, sur **l'île de Ré**, des pauvres paient l'impôt destiné aux riches ». Pourtant, un Rétais aux revenus modestes, propriétaire d'une petite maison de pays avec son bout de jardin, n'est guère menacé par l'ISF. Un tel bien n'atteint pas le seuil actuel de déclenchement de l'impôt... (*article de Jean-Louis Andreani à lire dans son intégralité. Le Monde, 27 septembre*).

**Prisons :** la violence en prison se développe et s'aggrave, comme en témoignent les rapports annuels des établissements pénitentiaires collectés par une association indépendante, l'Observatoire international des prisons. Cette dégradation est récente. Elle est à imputer notamment à la surpopulation des prisons (par exemple, 130 détenus dans la prison de Saintes), à la dégradation de l'état sanitaire (**huit détenus sur dix présentent au moins un trouble psychiatrique** ; la circulation de la drogue en prison est aujourd'hui un phénomène massif). (*Le Monde, 21 octobre*).

**L'écologie vue par Zorro :** Dans la perspective de 2007, M. Sarkozy a proposé d'« engager en cinq ans les actions nécessaires pour que tous les problèmes écologistes de la France soient résolus d'ici à une génération » (*rien que ça ! quel homme !*). Ou « deux pour le climat », a-t-il concédé. (*ah ! quand même !*). « Il faut créer un grand ministère de l'écologie regroupant au minimum l'énergie, les transports et l'environnement », a encore dit M. Sarkozy. (*Chiche !*) (*Le Monde, 21 octobre*).

**Vélos :** la ville de **Lyon** a lancé en mai dernier un système de location de vélos dispersés dans l'ensemble de la ville. Moyennant un abonnement annuel de 10 €, **on peut emprunter les vélos gratuitement pendant une demi-heure**, le prix restant ensuite du même ordre de grandeur que celui des transports en commun. Le succès a été immédiat et au cours de l'été le nombre de vélos est passé de 800 à 2000, 4000 sont prévus avant l'hiver. Les vélos sont surveillés par satellite et conçus pour résister aux dégradations. Cette politique s'accompagne de l'apparition progressive de pistes cyclables et d'une généralisation de la limitation à 30 km/h du centre ville, où l'actuelle circulation des vélos a déjà provoqué une baisse sensible de la circulation automobile. Fin septembre, 23 000 personnes ont abonnées (5% des habitants). (*Silence, novembre*).

**Textiles :** L'arrivée massive de textiles **chinois a peu d'impact sur les prix payés par le consommateur**. En un an les volumes de pantalons ont bondi de 712 %, ceux des pulls de 656 %, les T-shirts de 387 %. Or les importateurs les paient sensiblement moins chers (49 % pour les T-shirts, 39% pour les pantalons, 36 % pour les pulls). (*Le Monde, 19 octobre*).

**Logement :** pour enrayer la hausse des prix de l'immobilier, et anticiper l'arrivée de 45 000 nouveaux habitants d'ici à 2010, l'agglomération de **Rennes** a lancé un programme local de l'habitat, volontariste, visant à une production de 4 500 logements par an, alors qu'elle était retombée à 2300 ces dernières années. Et pour cela, elle **recrute 500 maçons**. (*Le Monde, 21 octobre*).

Pour Patrick Doutreligne, de la fondation **Abbé-Pierre**, « un réinvestissement de l'Etat est indispensable » : « on arrive en 2005 à un **déficit global de 900 000 logements, dont 300 000 à 400 000 logements sociaux !** Cette pénurie engendre une flambée des loyers et des coûts de construction, la saturation du parc immobilier, l'utilisation de l'habitat vétuste ou insalubre et le retour des marchands de sommeil. (...) Les écologistes sont inquiets de la densification, mais faire des immeubles de **huit étages à Paris** au lieu de six serait tout à fait acceptable. Sinon les familles continueront à fuir les villes pour s'installer dans le tissu périphérique : il faudra alors doubler les équipements de proximité, avoir deux voitures. Est-ce là le développement durable souhaité ? » (*Politis, 13 octobre*).

« Un plan d'**isolation des bâtiments** construits avant 1975 permettrait de diviser par 4 les consommations de chauffage. Et créerait 120 000 emplois sur les 20 prochaines années. Des mécanismes de soutien public aux énergies renouvelables comparables à ce qui se fait dans d'autres pays européens créeraient 75 000 emplois d'ici à 2010 » (*Yannick Jadot, Greenpeace, dans Alternatives économiques d'octobre*).

**Recherche : Consternation** chez les chercheurs devant le « pacte pour la recherche » proposé par Dominique de Villepin. Ils croyaient à un renouveau, ils auront une mise au pas. Ils aspiraient à une science libre, ils auront une **science régentée par le pouvoir et l'industrie**. Deux années de lutte acharnée des blouses blanches pour « sauver la recherche » auront donc abouti à ce résultat. « Décisions absurdes », « destruction de laboratoires », pour Edouard Brezin, président de l'Académie des sciences ; « chantier de démolition », pour le Syndicat national des chercheurs scientifiques ; « énorme déception », pour Alain Trautman, porte-parole du collectif Sauvons la recherche... L'effort budgétaire annoncé pour la recherche – une hausse de 27 % des crédits publics entre 2004 et 2010 – apparaît comme la contrepartie d'une réorganisation profonde de l'appareil de recherche national. Mais en privilégiant les financements sur projet au détriment du financement des organismes et des laboratoires, il prend le **risque d'appauvrir**, voire de stériliser, **certaines champs disciplinaires**. Et en outre, la loi de programme pour la recherche ne programme **pas d'emplois pour les jeunes**. Elle s'en tient aux 3000 créations de postes inscrites au budget 2006, en précisant seulement, sans aucun chiffrage, que l'effort sera poursuivi en 2007. (*Le Monde, 19 octobre*).

La France investit moins dans la « connaissance » que les autres pays industrialisés. Si on ajoute les dépenses effectuées en recherche et développement, en logiciels et en éducation supérieure, en pourcentage de PIB, la France est loin derrière la Suède et les Etats-Unis (plus de 6%), mais encore la Corée du sud (!), le Japon, le Canada (plus de 4%). (*Le Monde, 14 octobre*).

## Montrouge

**Réunion de quartier (Vieux Montrouge) houleuse le 27 septembre :** 3 associations présentes (créées de mars à septembre 2005 sur les questions d'aménagement: Particip'actif = pour une démocratie participative, monMontrouge = à partir de la rue Louis Rolland, Montrouge Notre Village = sur le projet de centre de ville).

Beaucoup d'interventions, vives et passionnées, sur la question du centre ville, le **désir de préserver le caractère du vieux Montrouge**, son aspect villageois, les maisons de style, les commerces de proximité – contre la démolition et le bétonnage par des immeubles de standing sur un modèle architectural standard. Accent mis sur le déplacement de population que cela occasionne, pour les personnes âgées ou moins âgées, qui ont fait leur vie là et se sont investies sur place, et sur la dévalorisation de leur patrimoine.

Rejet bruyamment affirmé de l'idée d'un centre commercial (8000m<sup>2</sup> sur deux niveaux) considéré comme destructeur du coin et probablement voué à l'échec.

Le Maire conteste qu'il y ait projet sur le centre-ville ; selon lui, on est dans une phase de recherche, en étude de faisabilité, lorsqu'il y aura projet constitué on le présentera et il y aura débat, avant, c'est inutile. L'objectif c'est de sauver le commerce de Montrouge menacé par Arcueil et l'arrivée du métro.

Des intervenants font remarquer, preuves à l'appui, qu'il y a bien « projet ». Plusieurs signalent le **déficit récurrent d'information** et de concertation et réclament une dialogue avec la population sur la durée et depuis la naissance des projets, en amont et pas après-coup, par exemple sous la forme d'ateliers (une proposition faite par Particip'actif et reprise par le Maire). Parmi ces intervenants, **Ariane Mnouchkine** intervient pour dire : « vous nous parlez de légalité [permis de construire, POS, procédures, etc], mais il s'agit de la vie des gens » et « on voudrait que vous nous disiez quel est votre rêve de la ville et voir si on le partage ».

**Courrier des lecteurs :** *Un grand merci pour les lecteurs qui font part de leurs réactions et commentaires !*

**N.C. :** Une des affirmations du dernier numéro me semble erronée. Vous écrivez: "**l'énergie nucléaire** ne représente que 17 % de l'énergie consommée en France"; cette représentation ne serait-elle pas plutôt de 70 ou 80% ? *Réponse :* *Le nucléaire représente en France une forte proportion de l'électricité produite (78 %). De l'électricité, mais pas de l'énergie. La façon de compter l'énergie a fait l'objet de débats, et longtemps la France a affiché que le nucléaire représentait 50 % de notre consommation totale d'énergie. Mais, écrit François Lhomme, dans l'article que j'ai cité, "la France a été contrainte en 2002 d'adopter les conventions internationales de comptabilité en matière d'énergie. La part du nucléaire a automatiquement été ramenée à sa valeur réelle, 17 %, au lieu des 50% indûment affichés". Et le petit tract d'ATTAC "énergie: réponses à des questions que l'on n'ose pas poser" (août 2004), précise : "la transformation de l'énergie consomme beaucoup d'énergie, de l'ordre d'un tiers. Une raffinerie de pétrole a besoin d'être ravitaillée en énergie, le cycle de traitement des déchets nucléaires consomme de l'énergie. Les statistiques distinguent donc "énergie primaire" et "énergie finale". Seule la dernière est réellement disponible pour les applications extérieures à la filière énergie. Les arcanes techniques qui précèdent expliquent les divergences notables de certains chiffres suivant les sources, pourtant toutes honnêtes. Par exemple: la part du nucléaire en France est estimée au tiers de la consommation énergétique totale, mais ne représente environ que 16 % de la consommation finale. "JPA*

**D. B. :** merci de cet envoi très intéressant [citoyen du monde à Montrouge n°23] mais qui comporte des imprécisions (au mieux), en tout cas dans le paragraphe "**Traite et esclavage des Noirs**". Ci-dessous un petit texte, sans doute moins politiquement correct mais qui a le mérite de rétablir la vérité historique.

Le commerce triangulaire. **Les Occidentaux n'ont pas institué l'esclavage en Afrique, où cette pratique était connue depuis des siècles.** Il était courant parmi les peuples africains d'asservir les membres des tribus ennemies capturés. C'est cependant avec l'essor de l'islam à partir du VII<sup>e</sup> siècle que la traite s'est développée sur le continent. Des populations entières ont été soumises par les conquérants arabes qui organisèrent deux principaux réseaux de traite, le premier, transsaharien, alimentant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le second en direction de la péninsule Arabique.

**L'asservissement pour dette est toujours en vigueur dans certaines régions d'Asie et d'Amérique latine.** En Mauritanie, l'esclavage existe encore malgré plusieurs abolitions, dont la dernière remonte à 1981. Dans le reste de l'Afrique, il prend souvent la forme de l'exploitation de travailleurs venus de pays voisins plus pauvres et utilisés dans des conditions très proches de la servitude. Dans les pays du Golfe comme le Koweït, les Émirats arabes unis ou l'Arabie Saoudite, mais aussi en Jordanie ou au Liban, ce sont des dizaines de milliers de personnes (surtout des femmes) originaires d'Asie du Sud-Est (Philippines et Sri Lanka notamment), employées comme domestiques, qui vivent dans des conditions épouvantables. Peu ou pas rémunérées, elles demeurent corvéables à merci, séquestrées et battues par des employeurs qui se considèrent comme leurs propriétaires.

On ne combat correctement que quand on connaît bien ce qu'on a à combattre et cela ne souffre pas l'à peu près et c'est un sujet qui me préoccupe depuis près de quarante ans. *Réponse :* *Merci pour ces commentaires. Ils ne me semblent pas d'ailleurs en contradiction avec les extraits d'interview que je citais (ils apportent un éclairage complémentaire, important).JPA*

**Ca. C. répond au questionnaire(cf n° 23) :** 1) Je trouve le **puits** [orne la voirie Villa Leblanc ] monstrueusement **RINGARD**. D'ailleurs mon petit garçon de 3 ans ne comprend pas non plus l'utilité de cette chose puisqu'il me demande souvent : "pourquoi ils ont mis un rouleau ?"  
2) Je trouve par ailleurs ces **lampadaires** [s'inspirent des becs de gaz ] totalement **GROTESQUES**.

Voilà, merci pour votre passionnant bulletin et l'énorme travail qu'il représente. Il devrait être reconnu d'utilité publique...

Je l'imprime également pour mon père qui ne possède pas internet... et il ne manque pas de me le rappeler lorsque j'oublie de lui remettre !

P.S. : j'ai cherché Attac dans la liste des associations du site de la Mairie... en vain !

**Une floraison d'articles intéressants à lire** sur [www.montbougne.net](http://www.montbougne.net) (notamment) : cours du soir sur le PLU ; pas de quartier pour ce genre de réunion ; un si joli petit village ; souvenirs d'une nonagénaire : scènes de rue ; la rafle de 1942 à Montrouge...

---

**Attac-Montrouge** vous invite à une réunion publique et conviviale

le **mercredi 9 novembre, à 20 H 30**

sur le thème : **« la politique agricole : nous aussi, citoyens, nous sommes concernés »**

au café du **47 rue Fénelon (Montrouge).**

---

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...).

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.